

LES ACTES DE LA TABLE RONDE CANADIENNE SUR L'ÉCONOMIE VERTE - QUÉBEC 2015

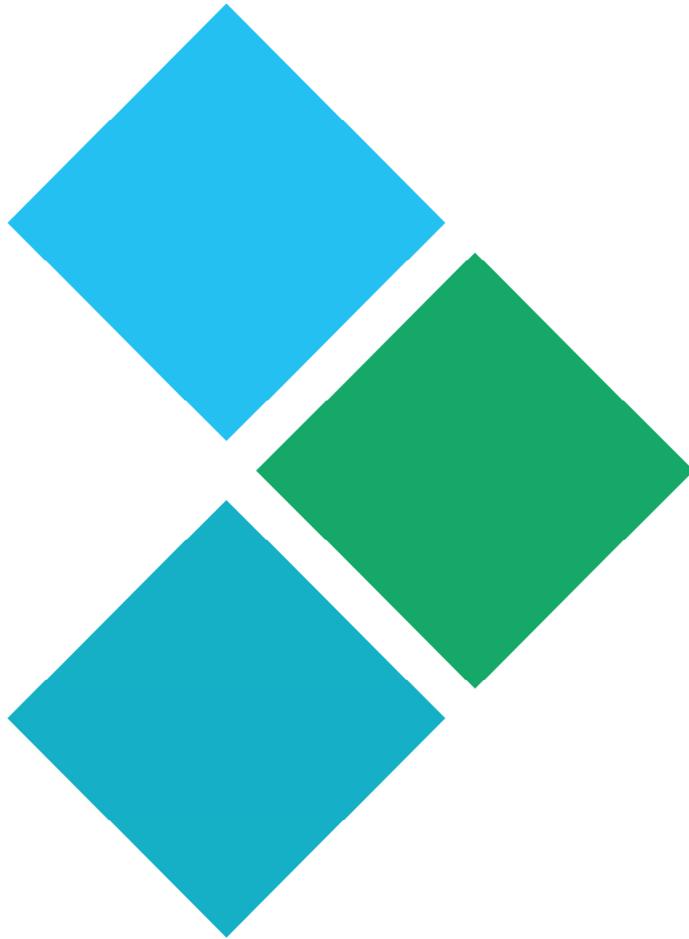
LE 13 AVRIL 2015 À QUÉBEC



Juin 2015

Partenaire principal :





Jun 2015



Les partenaires de la Table ronde sur l'économie verte – Québec 2015

Partenaire principal :



Autres partenaires :

ASSOCIATION
DE L'ALUMINIUM
DU CANADA



Fondation
David
Suzuki

LES SOLUTIONS SONT DANS NOTRE NATURE



SNC • LAVALIN

Deloitte.

Partenaires réseautage :



Partenaires de service :



À propos de SWITCH

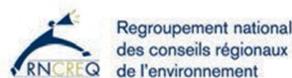
SWITCH, l'Alliance pour une économie verte au Québec, souhaite accélérer le virage vers une économie verte afin de contribuer à une société québécoise innovante, résiliente, concurrentielle et qui réconcilie équité sociale, environnement et qualité de vie.

SWITCH travaille à l'émergence d'une vision et d'un leadership social, politique et économique clairs, au développement d'une plus grande cohérence dans les politiques et les interventions de l'État et à la convergence des initiatives des secteurs public, privé, associatif, coopératif et mutuel et de la société civile en faveur d'une économie verte.

Le comité directeur de SWITCH :



Le comité consultatif de SWITCH :



Avec le soutien de :



TABLE DES MATIÈRES

SOMMAIRE	6
MOT-BILAN DES ORGANISATEURS.....	8
MOT DES COPRÉSIDENTS DE LA TABLE RONDE SUR L'ÉCONOMIE VERTE – QUÉBEC 2015.....	9
1. PLÉNIÈRE D'OUVERTURE	13
1.1. Mot d'ouverture par les coprésidents.....	13
1.2. Mot de bienvenue de Christiana Figueres (vidéo, en différé)	14
1.3. Présentation d'ouverture – L'économie verte dans le monde et signification pour le Canada.....	15
1.4. Discussion d'ouverture : l'économie verte, vision rassembleuse du développement économique du Canada.....	16
2. PANEL ET ATELIER 1- FIXER UN PRIX SUR LE CARBONE.....	20
2.1. Résumé du panel.....	20
2.2. Résultats de la discussion en ateliers.....	22
3. DÉJEUNER-CONFÉRENCE.....	27
3.1. Mot d'introduction de Carlos J. Leitaó, ministre des Finances du Québec..	27
3.2. Résumé du déjeuner-conférence : réconcilier économie et environnement 28	
4. PANEL ET ATELIER 2- L'INNOVATION AU CŒUR DU DÉVELOPPEMENT URBAIN	29
4.1. Résumé du panel.....	29
4.2. Résultats de la discussion en ateliers.....	31
5. RETOUR EN PLÉNIÈRE ET CONSENSUS DE LA JOURNÉE.....	34
5.1. Le Canada en 2020, genèse d'un succès : résumé de la Table ronde canadienne sur l'économie verte – Québec 2015.....	34
5.2. Bilan de la journée par Sophie Brochu, présidente et chef de la direction chez Gaz Métro et Ed Whittingham, directeur général de l'Institut Pembina	35
5.3. Quelques commentaires sur la journée	36
5.4. Mot de clôture.....	36
6. ANNEXE.....	38



SOMMAIRE

Tenue le 13 avril 2015 à Québec, la **Table ronde canadienne sur l'économie verte - Québec 2015**, a réuni près de 200 participants provenant des milieux économiques, associatifs et environnementaux de partout au Canada afin de discuter des actions à mettre en œuvre pour favoriser une économie canadienne plus sobre en carbone et efficiente dans l'utilisation de l'énergie et des ressources.

Lors de cette journée de réflexion et d'échange, trois grandes questions ont été posées aux participants : (1) l'économie verte peut-elle être au cœur d'une vision rassembleuse du développement économique au Canada ? ; (2) Quels sont les enjeux associés à la tarification du carbone et les meilleurs outils pour en assurer la mise en œuvre ? ; (3) Quelles pratiques et technologies doivent transformer le développement urbain au Canada dans un contexte d'économie verte et d'innovation ?

Les discussions ont pris la forme de travail en plénière et en ateliers où les participants ont été divisés en table ronde. Le présent document relate les principales interventions, de même que les grands consensus et points en débat de la journée, considérant que cette dernière marque la poursuite d'un grand dialogue pancanadien sur l'économie verte.

Les grands éléments de convergence de la journée :

- Avec d'importantes ressources renouvelables, plusieurs créneaux industriels et des dizaines de milliers d'emplois créés à ce jour dans les énergies et les technologies propres, **le Canada possède les atouts pour devenir un leader mondial de l'économie verte** ;
- **Une part importante de la société civile et des entreprises canadiennes appuie une transition vers une économie verte** et y voit l'occasion de créer de la richesse, tout en protégeant l'environnement ;
- La Conférence de Paris de décembre 2015, l'arrivée de l'Ontario comme partenaire du Québec et de la Californie dans le marché du carbone sous l'égide du WCI, le soutien d'une majorité de la population et les prochaines élections fédérales créent **un momentum en faveur de l'accélération du virage du Canada vers une économie verte** ;
- **Il est maintenant nécessaire de tarifier le carbone**, que ce soit par une taxe ou un marché du carbone ;
- Un travail d'éducation, une plus grande transparence et prévisibilité dans les politiques publiques, ainsi que la mise de l'avant de bénéfices concrets seront



nécessaires pour **consolider le soutien des citoyens à la tarification du carbone** ;

- **Un travail d'harmonisation des mécanismes de tarification du carbone** entre les différentes juridictions **sera nécessaire** afin de diminuer leur impact sur la compétitivité des entreprises canadiennes ;
- **À travers des politiques urbaines durables, les municipalités sont en première ligne de la transition vers une économie verte** au Canada. L'innovation et les nouvelles pratiques doivent cibler l'aménagement du territoire, les transports collectifs et l'efficacité énergétique des bâtiments ;
- Il est nécessaire de mettre en place de meilleurs mécanismes afin de **soutenir et diffuser l'innovation et l'expertise** des entreprises canadiennes œuvrant dans le secteur des technologies propres.



MOT-BILAN DES ORGANISATEURS

En réunissant des participants aussi diversifiés, issus des milieux associatifs, des affaires et de l'environnement, cette première **Table ronde canadienne sur l'économie verte – Québec 2015** relevait un pari : celui de démontrer qu'il y a suffisamment d'intérêts convergents dans la société canadienne pour entamer une discussion productive en faveur d'une économie plus sobre en carbone et efficace dans l'utilisation des ressources.

Grâce aux interventions éclairantes des conférenciers invités et au travail de réflexion tenu en tables rondes par les près de 200 participants à cette journée, il aura été possible de dégager plusieurs consensus sur les actions à mettre en œuvre afin d'accélérer le virage vers une économie verte. Parmi ces consensus, notons la nécessité de tarifier le carbone, un appui au leadership des provinces et des grandes villes canadiennes dans la transition, ainsi que l'importance d'encourager et de soutenir l'innovation.

Nous ne pouvons que saluer cet enthousiasme et appuyer la poursuite du dialogue que nous avons entamé.

Nous remercions sincèrement tous les participants à cet événement. Leur contribution aura permis d'accélérer le virage du Canada vers une économie verte. Nous espérons que de nouvelles organisations du monde des affaires et de l'environnement joignent la discussion et que cette dynamique d'ensemble fasse émerger de nouveaux projets porteurs partout au Canada.

Le comité directeur de SWITCH



MOT DES COPRÉSIDENTS DE LA TABLE RONDE SUR L'ÉCONOMIE VERTE – QUÉBEC 2015¹

La dernière année aura été marquée à la fois par une mobilisation sans précédent autour des enjeux climatiques et environnementaux et par la poursuite d'un virage bien amorcé vers une économie verte à l'échelle mondiale.

De la marche historique pour le climat qui a réuni plus de 300 000 personnes à New York à l'automne dernier aux centaines de milliards de dollars investis dans les énergies renouvelables au cours des dernières années, en passant par l'appel de 73 pays et de 1 000 entreprises en faveur de la tarification du carbone, nous assistons collectivement à une forte impulsion en faveur de modes de production plus durables et moins dommageables pour la planète. À l'aube de la Conférence de Paris qui doit donner naissance à un nouveau traité climatique qui fera appel aux contributions de tous, les organisations et les entreprises canadiennes doivent accélérer le pas.

Avec d'importantes ressources renouvelables, plus de 27 000 emplois créés à ce jour dans le secteur des énergies propres et le lancement récent de grandes initiatives concertées en faveur de l'écofiscalité et d'une réconciliation entre la protection de l'environnement et l'économie, le Canada possède tous les atouts pour devenir un leader dans la transition vers une économie verte.

Pour ce faire, il est cependant impératif d'en finir avec les polarisations improductives qui nous divisent : la protection de l'environnement n'est pas opposable à la création de richesse, pas plus qu'une économie forte est possible sans une gestion responsable de nos ressources naturelles.

C'est parce que nous partageons ce constat que nous sommes réunis aujourd'hui, décideurs des milieux économiques, associatifs et environnementaux, à cette Table ronde canadienne sur l'économie verte — Québec 2015. Ce grand forum pancanadien de concertation doit nous permettre de discuter des actions à mettre en œuvre pour favoriser une économie canadienne plus sobre en carbone et efficiente dans l'utilisation de l'énergie et des ressources.

Trois grandes questions doivent nous interpeller en cette journée d'échanges et de réflexion : l'économie verte peut-elle être au cœur d'une vision rassembleuse du développement économique au Canada ? Quels sont les meilleurs outils et les principaux enjeux associés à la tarification du carbone ? Quelles pratiques et technologies doivent transformer le développement urbain au Canada dans un contexte d'économie verte et d'innovation ?

¹ Tel qu'apparaissant au cahier du participant.



La Table ronde canadienne sur l'économie verte – Québec 2015 est la poursuite d'un mouvement de convergence des milieux économiques, associatifs et environnementaux, à la fois nécessaire et gagnant pour le Canada. Le fruit du travail accompli aujourd'hui et les idées que nous mettrons de l'avant nous permettront d'accélérer notre entrée dans l'économie du futur, une économie verte.

Bonne table ronde!



Sophie Brochu, présidente et chef de la direction, Gaz Métro



Ed Whittingham, directeur général, Institut Pembina



LISTE DES CONFÉRENCIERS ET INTERVENANTS

Léopold Beaulieu, président-directeur général, Fondation ;
Sophie Brochu, présidente et chef de la direction, Gaz Métro ;
Pauline D'Amboise, secrétaire générale et vice-présidente Gouvernance et Responsabilité sociale, Mouvement Desjardins ;
Martin Dampousse, maire de Varennes ;
Brian De Pratto, économiste, Groupe Banque TD ;
Yves-Thomas Dorval, président- directeur général, Conseil du patronat du Québec ;
Guy Drouin, président, Biothermica ;
Marc-Antoine Ducas, président-directeur général, Netlift ;
Stewart Elgie, fondateur et président, La prospérité durable Canada ;
Christiana Figueres, secrétaire générale de la Convention-Cadre des Nations -Unies sur les changements climatiques ;
Benoit Forcier, associé, Cycle-Capital Management ;
Bret Gilmour, Directeur exécutif, Quest ;
Steven Guilbeault, cofondateur et directeur principal, Équiterre et membre du comité directeur de SWITCH, l'Alliance pour une économie verte au Québec ;
David Heurtel, ministre du Développement durable, de l'Environnement et de la Lutte contre les changements climatiques, Québec ;
Marie-Hélène Labrie, vice-présidente, Affaires gouvernementales et communications, Enerkem ;
Robert Hornung, président, Association canadienne de l'énergie éolienne (CanWEA) ;
Carlos J. Leitao, ministre des Finances du Québec ;
Joanna Kerr, directrice générale, Greenpeace Canada ;
Denis Leclerc, président et chef de la direction, Écotech Québec, président du conseil, International Cleantech Network et membre du comité directeur de SWITCH, l'Alliance pour une économie verte au Québec ;
André Levasseur, directeur financier d'Agrisoma ;
Simon Olivier, vice-président développement des activités commerciales et d'affaires, GE Canada ;
Chris Ragan, président, Commission de l'écofiscalité du Canada ;
Glen R. Murray, ministre de l'Environnement et de l'Action en matière de changements climatiques, Ontario ;
Marlo Reynolds, vice-président, Développement de marchés, BluEarth Renewables Inc ;
Peter Robinson, chef de la direction, Fondation David Suzuki ;



Jean Simard, président et chef de la direction, Association de l'aluminium du Canada et membre du comité directeur de SWITCH, l'Alliance pour une économie verte au Québec ;

Katie Sullivan, directrice, Amérique du Nord, financement des politiques climatiques, IETA ;

Scott Vaughan, président et chef de la direction, Institut international du développement durable ;

Ed Whittingham, directeur général, Institut Pembina ;

Dan Woynillowiz, directeur, Politique et partenariats, Énergie propre Canada.





1. PLÉNIÈRE D'OUVERTURE

Intervenants

Ouverture de la table ronde en plénière par les coprésidents, **Sophie Brochu**, présidente et chef de la direction, **Gaz Métro et Ed Whittingham**, directeur général, Institut Pembina.

Mot de bienvenue par **Christiana Figueres**, secrétaire générale de la Convention-Cadre des Nations Unies sur les changements climatiques.

Présentation d'ouverture – L'économie verte dans le monde et signification pour le Canada par **Stewart Elgie, fondateur et président, La Prospérité durable Canada.**

Discussions d'ouverture – L'économie verte, vision rassembleuse du développement économique au Canada avec :

- **Benoit Forcier, associé**, Cycle-Capital Management;
- **Marlo Raynolds**, vice-président, Développement de marchés, BluEarth Renewables Inc;
- **Joanna Kerr**, directrice générale, Greenpeace Canada;
- **André Levasseur**, directeur financier d'Agrisoma;
- **Ian Bruce**, chef d'équipe, campagne sur les changements climatiques, Fondation David Suzuki;
- **Yves-Thomas Dorval**, président - directeur général, Conseil du patronat du Québec;
- **Léopold Beaulieu**, président-directeur général, Fondation;
- **Robert Hornung**, président, Association canadienne de l'énergie éolienne;
- **Brian De Pratto**, économiste, Groupe Banque TD;
- **Guy Drouin**, président, Biothermica.

1.1. Mot d'ouverture par les coprésidents

- **Sophie Brochu**, présidente et chef de la direction, Gaz Métro
- **Ed Whittingham**, directeur général, Institut Pembina

Les coprésidents ont tenu d'abord à saluer le nombre et la diversité des personnes présentes à la table en cette journée.

Avant même le début des discussions, Mme Sophie Brochu a noté que la diversité des participants issus des milieux associatifs, environnementaux et économiques était déjà très significative : « Les gens comprennent de plus en plus qu'il faut concilier



environnement et économie et que cette conciliation n'a pas à être douloureuse, mais peut au contraire créer de la richesse et des emplois ».

M. Ed Whittingham a également invité les participants à dépasser les oppositions entre environnement et économie afin de dégager une vision de l'économie canadienne qui soit véritablement inclusive, prospère et durable.

Ainsi, les coprésidents ont invité les participants de la journée à trouver des terrains d'entente sur des thématiques centrales à la transition vers une économie verte telles que la tarification du carbone et les principaux domaines d'innovation en matière de développement urbain.

Mme Brochu et M. Whittingham ont finalement rappelé aux participants les opportunités d'actions que constituaient les prochains Sommet de Québec sur les changements climatiques (14 avril 2015) et la Conférence de Paris sur le climat de décembre 2015.

L'entrée de l'Ontario dans le marché nord-américain du carbone

C'est avec enthousiasme que les coprésidents, Mme Brochu et M. Whittingham, ont appris et annoncé aux participants l'entrée de l'Ontario dans le marché nord-américain du carbone (*Western Climate Initiative*) au moment de la conclusion de leur mot d'ouverture.

La décision du gouvernement de Mme Kathleen Wynne a été accueillie très favorablement par les gens présents à cette plénière d'ouverture et cette nouvelle a ensuite teinté les échanges de la journée.

En effet, plusieurs interventions ont par la suite rappelé qu'avec l'entrée de l'Ontario aux côtés du Québec dans le WCI et l'existence d'une taxe carbone en Colombie-Britannique, 75 % des Canadiens et Canadiennes vivaient désormais dans une province ayant adopté une forme de tarification du carbone.

1.2. Mot de bienvenue de Christiana Figueres (vidéo, en différé)

- **Christiana Figueres**, secrétaire générale de la Convention-Cadre des Nations Unies sur les changements climatiques

Mme Christiana Figueres a tout d'abord remercié SWITCH, l'Alliance pour une économie verte au Québec de l'avoir invitée à prendre parole. Elle a ensuite rappelé l'urgence d'agir collectivement contre les changements climatiques, un phénomène bien réel dans lequel la responsabilité humaine est sans équivoque.

Pour Mme Figueres, cette responsabilité implique la mise en place de solutions, elles aussi sans équivoque, visant la décarbonisation de l'économie mondiale. Si les choix semblent difficiles, ils n'en sont pas moins rationnels tant du point de vue de l'économie que de l'environnement et de la sécurité énergétique.



Selon Mme Figueres, un Canada plus vert et alimenté à 100% par les énergies renouvelables est possible et les acteurs comme les villes et les provinces doivent être partis de la solution.

Dans ce contexte, Mme Figueres a invité les participants à la Table ronde canadienne sur l'économie verte – Québec 2015 à ajouter leurs voix à un dialogue mondial qu'elle a qualifié d' « opportunité d'action ».

1.3. Présentation d'ouverture – L'économie verte dans le monde et signification pour le Canada

- **Stewart Elgie**, fondateur et président, La prospérité durable Canada

La présentation de M. Stewart Elgie visait à mettre la table en vue des discussions de la journée et de définir et identifier les contours de l'économie verte dans une perspective canadienne et mondiale.

Ainsi, M. Elgie a rappelé que le virage vers une économie verte ne signifiait pas seulement diminuer son empreinte écologique, mais également générer de la richesse.

D'après M. Elgie, les problèmes environnementaux que nous éprouvons sur la planète devraient être envisagés selon le phénomène de rareté économique : une entreprise qui saura résoudre ce problème fera inévitablement de bonnes affaires. Dès lors, le virage vers une économie verte devrait être vu non seulement comme une nécessité, mais comme aussi une solide opportunité d'affaires.

Selon M. Elgie, le Canada doit saisir cette opportunité afin de se dégager un avantage comparatif « vert » qui lui permettra de tirer son épingle du jeu sur les marchés internationaux dans les prochaines années, notamment au chapitre de l'exploitation de ses ressources naturelles.

En outre, M. Elgie propose cinq principes devant guider les actions des décideurs dans leur virage vers une économie verte :

- Découpler les impacts environnementaux de la croissance économique ;
- Favoriser la demande et les investissements dans les secteurs des technologies propres et des énergies renouvelables ;
- Favoriser l'affichage d'un prix des biens et services qui reconnaisse leurs externalités environnementales à la faveur des produits plus durables ;
- Revaloriser l'investissement public dans certaines sphères comme les transports collectifs et les infrastructures ;



- Voir l'économie verte comme un projet d'ensemble destiné à rendre plus durable l'ensemble des secteurs économiques au Canada.

1.4. Discussion d'ouverture : l'économie verte, vision rassembleuse du développement économique du Canada

1.4.1. Commentaires préliminaires

Suite aux mots de bienvenue et à la présentation d'ouverture, les coprésidents, Mme Brochu et M. Whittingham, ont fait un rapide tour de table afin de solliciter les premiers commentaires et impressions de participants à cette journée.

Benoit Forcier, associé, Cycle-Capital Management :

« Les investissements dans l'innovation et les technologies propres sont en croissance au Canada et partout dans le monde. Cela dit, démarrer une entreprise dans le secteur des technologies propres peut être extrêmement onéreux. L'accès au capital de risque, de même qu'à des accélérateurs demeure primordial. L'État a un rôle important à jouer, tant sur le plan de la chaîne de financement que dans le développement d'incitatifs et de leviers d'écofiscalité. »

Marlo Reynolds, vice-président, Développement de marchés, BluEarth Renewables Inc :

« Il y a deux façons de diminuer nos émissions de gaz à effet de serre : punir les émetteurs et récompenser ceux qui diminuent leurs émissions. Avec de bonnes politiques publiques, il est possible d'y arriver. Il nous faut cependant le support des acteurs sur le terrain, à commencer par les membres des Premières Nations. »

Joanna Kerr, directrice générale, Greenpeace Canada :

« Il est aujourd'hui significatif de voir rassemblés des gens d'affaires et des décideurs pour discuter de tarifier le carbone. Il y a longtemps que les groupes environnementaux le demandent. Il faut faire de cette proposition une politique payante d'un point de vue politique. Un bon bout de chemin est fait : plus de la moitié des Canadiens y sont favorables et désirent que l'on s'occupe d'environnement. »

André Levasseur, directeur financier d'Agrisoma :

« Il est tout à fait possible de protéger l'environnement dans une perspective de rentabilité. Les recherches et les investissements récents dans la carinata à titre de



nouveau biocarburant potentiellement plus efficace que le canola en sont une preuve.»

Karel Mayrand, directeur général pour le Québec de la Fondation David Suzuki :

« Il s'agit d'un secret bien gardé, mais une économie verte émerge au Canada : le secteur des technologies propres connaît l'une des plus grandes croissances au pays, les emplois dans le secteur ont fortement augmenté par rapport à celui des hydrocarbures et près de 60% des entrepreneurs sont exportateurs. Avec de bonnes politiques, le Canada pourrait occuper une place de choix dans cette niche. L'instauration d'un prix sur le carbone est fondamentale et les provinces doivent jouer un rôle d'avant plan à cet égard et partager leurs idées entre elles. »

Yves-Thomas Dorval, président- directeur général, Conseil du patronat du Québec :

« Le développement durable repose sur trois piliers : la croissance économique, l'équité et la protection de l'environnement. Il existe plusieurs moyens d'assurer sa mise en place et d'entamer un virage vers une économie verte : la tarification, la réglementation, l'innovation et la création d'une demande de la part des consommateurs. Lorsque nous parlons de fixer un prix sur le carbone, il est important de discuter du meilleur moyen de le faire d'un point de vue économique. Au Québec, la charge fiscale des contribuables est déjà importante. Par conséquent, il est important que les mesures fiscales favorisant l'économie verte aient un impact neutre, par exemple en s'inspirant du principe pollueur-payeur. »

Léopold Beaulieu, président-directeur général, Fondation :

« L'économie verte doit se retrouver au centre de notre stratégie de création de richesse. La tarification du carbone, l'investissement et l'innovation sont des éléments essentiels à cet égard. Il faut également rapprocher la finance de l'économie réelle. C'est un véritable défi et le temps file ! »

Robert Hornung, président, Association canadienne de l'énergie éolienne (CanWEA) :

« Le potentiel de développement de l'économie verte est immense. Malheureusement, le Canada demeure en situation sous-optimale. Plus d'actions favorisant le virage vers une économie verte doivent être mises en place, notamment à l'échelle des provinces. Il y a des opportunités pour les entrepreneurs, les Premières Nations et les citoyens. Chacun doit être partie à ce virage, pas seulement spectateur. »



Brian De Pratto, économiste, Groupe Banque TD :

« La véritable question est « comment accélérer le virage vers une économie verte ? ». Dans les prochaines années, il faudra que nos décideurs se dotent d'une vision claire, cohérente et compréhensible pour les citoyens en la matière. La discussion d'aujourd'hui devrait définir les bases de cette vision. »

Guy Drouin, président, Biothermica :

« Pour les entreprises, les signaux de marché doivent être extrêmement clairs. Par exemple, il faut que l'on mette un prix plancher aux crédits de carbone afin d'éviter la dégringolade éventuelle de leur valeur. Il faut aussi que le prochain traité sur le climat négocié aux Nations Unies soit durable (minimum de 25 ans), appliqué et applicable afin de minimiser les incertitudes de marché pour les entreprises œuvrant dans l'économie verte. Le Canada et les provinces devront apporter une vision claire lors des négociations de Paris en 2015. »

1.4.2. Discussion ouverte

Lors de la discussion d'ouverture en plénière, plusieurs points de vue ont été exprimés quant à la façon dont l'économie verte peut constituer une vision intégrée et rassembleuse du développement économique au Canada et les moyens à mettre en œuvre afin d'y arriver.

Principaux objets d'intervention :

- Le virage vers une économie verte est **nécessaire et urgent** ;
- Avec l'entrée de l'Ontario dans le marché nord-américain du carbone (WCI), **une majorité de Canadiens vit désormais dans une province qui tarife le carbone** ;
- Une position favorable et proactive du gouvernement fédéral sera nécessaire à l'international, mais **les provinces doivent prendre les devants en matière de climat et d'économie verte** ;
- **L'innovation est cœur de l'économie verte** et les mesures qui la favorisent doivent obtenir le soutien des pouvoirs publics ;
- La discussion sur l'économie verte ne peut être l'affaire d'un club sélect : **la population et l'ensemble des secteurs doivent être engagés** ;



- L'**éducation du public** sur l'importance du virage vers une économie verte et les mesures à mettre en place pour y arriver est nécessaire ;
- L'**accès au financement** pour le secteur des technologies propres est essentiel : **l'industrie des services financiers est un acteur important** du virage vers une économie verte ;
- Il est nécessaire de **mettre fin aux subventions à l'industrie pétrolière** ;
- L'**harmonisation des réglementations et modes de tarification du carbone** avec nos partenaires économiques est essentielle pour les industries canadiennes ;
- Les grandes annonces devront être suivies par des actions, ancrées dans le **long terme** et une **culture de transparence**.





2. PANEL ET ATELIER 1- FIXER UN PRIX SUR LE CARBONE

Les appels se succèdent à travers le monde en faveur d'un plus grand recours à l'écofiscalité, notamment par l'imposition d'un prix sur les émissions de carbone. Comment, d'un point de vue de politiques publiques, les juridictions intéressées peuvent-elles mettre en place un mécanisme de tarification du carbone ? Quels sont les principaux enjeux et comment les surmonter ?

Cette première ronde de travail a été divisée en deux parties. D'abord, un panel d'experts s'est prononcé sur les principaux enjeux liés à la tarification du carbone à travers le Canada. Ensuite, des questions ont été soumises aux participants pour un atelier de discussions en tables rondes.

2.1. Résumé du panel

Panel et Atelier 1 – Fixer un prix sur le carbone, animé par **Steven Guilbeault, cofondateur et directeur principal, Équiterre et membre du comité directeur de SWITCH, l'Alliance pour une économie verte au Québec.**

Conférenciers :

- **Chris Ragan**, président, Commission de l'écofiscalité du Canada ;
- **Scott Vaughan**, président et chef de la direction, Institut international du développement durable ;
- **Guy Drouin**, président, Biothermica ;
- **Dan Woynillowiz**, directeur, Politique et partenariats, Énergie propre Canada.

En guise d'introduction à ce premier panel, M. Steven Guilbeault a d'emblée demandé aux panélistes leur opinion sur l'importance de la tarification du carbone dans le virage du Canada vers une économie verte, ainsi que sur les meilleures pratiques à mettre en œuvre pour y arriver.

De manière unanime, les panélistes ont répondu que la tarification du carbone était l'un des principaux piliers d'une politique plus large permettant le verdissement d'une économie. Sur les meilleures pratiques à mettre en œuvre, leurs réponses ont varié.



Par exemple, **M. Chris Ragan, président de la Commission de l'écofiscalité du Canada**, a affirmé que le récent rapport de la Commission nous avait appris deux choses : (1) la tarification du carbone via les mécanismes de marché offre généralement de meilleurs résultats que la réglementation et (2) les provinces canadiennes constituent des acteurs-clés dans la mise en place d'un prix sur le carbone, puisqu'elles peuvent s'adapter plus aisément aux disparités régionales qu'un seul mécanisme centralisé qui serait mis en place à l'échelle du Canada.

Pour **M. Scott Vaughan, président et chef de la direction de l'Institut international du développement durable**, tout mécanisme de tarification du carbone doit également s'accompagner de l'arrêt des subventions au secteur des énergies fossiles, d'une éducation populaire sur les bénéfices d'un tel mécanisme et s'inspirer des meilleures pratiques à l'international.

M. Guy Drouin, président de Biothermica, a pour sa part souligné l'importance, pour les entreprises et les investisseurs, de la prévisibilité, de la transparence et de la durabilité de tout mécanisme prévoyant un prix sur le carbone.

L'animateur, M. Guilbeault, a par la suite demandé aux panélistes leur avis sur deux grandes questions devant structurer les débats du premier atelier de la journée : **(1) les Canadiens sont-ils prêts à voir imposer un prix sur le carbone et qu'est-ce qui en freine ou accélère l'adoption ? ; (2) Quelles sont les opportunités à saisir au cours de prochains mois afin de favoriser l'adoption d'un prix sur le carbone ?**

Selon M. Dan Woynillowiz, directeur, Politique et partenariats chez Énergie propre Canada, une majorité de Canadiens sont en accord avec le principe d'un prix sur le carbone, mais son application est un sujet délicat pour les décideurs pour qui une mauvaise décision peut être coûteuse politiquement. À cet égard, M. Woynillowiz croit que nous devrions nous inspirer d'exemples à l'international.

Selon M. Chris Ragan, bien que la population canadienne en accepte le principe, il reste du travail de sensibilisation à faire. Un dialogue doit être engagé sur la façon dont un mécanisme visant à tarifier le carbone affectera les consommateurs. Par ailleurs, M. Ragan croit que la tarification du carbone peut être mise en place par les provinces, mais ne demeurera qu'un volet d'une politique climatique plus large et cohérente qui devrait être mise en place par le gouvernement fédéral. À cet égard, M. Ragan reconnaît le rôle d'accélérateur que peut jouer la Conférence de Paris de décembre 2015.

M. Scott Vaughan estime pour sa part que l'harmonisation et les ajustements des mécanismes de tarification du carbone entre les différentes provinces seront nécessaires pour leur fonctionnement et leur acceptation. Par ailleurs, M. Vaughan a rappelé que le premier système de plafonnement et d'échange au Canada pour les pluies acides a été adopté par un gouvernement conservateur. À ce titre, il estime



qu'il n'est pas impossible d'assister à certains gestes favorables de la part du gouvernement fédéral en marge des prochaines élections.

Selon M. Guy Drouin, le défi de l'acceptation populaire des mesures de tarification du carbone relève en grande partie de l'éducation : il faut faire comprendre à la population que l'air et l'atmosphère ont un prix, au même titre que les autres ressources que nous consommons. M. Drouin estime par ailleurs que la Conférence de Paris 2015 constitue un moment crucial pour la mise en place d'un système de tarification du carbone : ce système doit s'inscrire dans un ensemble plus large de nouvelles règles pérennes, prévisibles et applicables, édictées par un nouvel accord global sur le climat, de manière à envoyer un signal positif sur les marchés.

2.2. Résultats de la discussion en ateliers

Deux grandes questions ont été soumises aux participants lors de ce premier atelier :

- **Les Canadiens sont-ils prêts pour un prix sur le carbone ? Qu'est-ce qui freine la mise en place d'un prix sur le carbone par les décideurs gouvernementaux ? Au contraire, quels sont les facteurs qui en favorisent l'adoption ?**
- **Quelles sont les opportunités à saisir, au cours de prochains mois, pour favoriser l'adoption d'un prix sur le carbone à travers le Canada ?**

Les échanges sur ces questions ont pris la forme de discussions fermées entre les participants divisés en dix tables d'une quinzaine de personnes. Nous offrons ici un résumé des grands consensus et débats autour de chacune de ces questions.

« ... 10 provinces avec 10 économies, 10 gouvernements et 10 empreintes-carbone différentes, cela sera extrêmement difficile d'avoir une politique canadienne cohérente en matière de tarification du carbone »

-**Réjean Carrier**, Bureau de promotion des produits du bois du Québec (QWEB)

“Now that there's a policy on the table, the business community really needs to put its shoulders behind it and show its support. That support can no longer just be theoretically”

-**Adam Auer**, Director, Sustainability & Stakeholder Relations, Cement Association



1) Soutien des participants à l'importance de tarifier, à tous les niveaux de gouvernance pertinents, les émissions de carbone, à travers un marché, une taxe ou tout autre mécanisme jugé efficace

Dans l'ensemble, les participants aux différentes tables rondes ont **signifié leur accord avec le principe de la tarification du carbone**, dans la mesure où des mécanismes transparents, prévisibles et pérennes sont mis en place et expliqués au public et aux entreprises. Ces mécanismes peuvent prendre la forme de **taxation ou de marché du carbone**, en fonction des besoins et des juridictions qui les mettent en place. Les participants ont convenu qu'un **certain degré d'harmonisation** des normes et des mécanismes de tarification du carbone entre les juridictions qui les appliquent était nécessaire afin de ne pas nuire à la compétitivité des entreprises.

Globalement, de grands consensus ont émergé des discussions :

- **Les juridictions comme les provinces peuvent mettre en place des mesures de tarification du carbone qui correspondent à leur réalité économique ;**
- **Ces mesures doivent être transparentes, intelligibles, pérennes et prévisibles ;**
- **Une certaine harmonisation des mécanismes et tarifications entre juridictions canadiennes et étatsuniennes est nécessaire ;**
- **L'acceptation sociale des mesures passe par l'éducation et la communication avec le public ;**
- **Il faut rendre séduisante l'imposition d'un tarif sur le carbone en parlant d'emplois et de retombées.**

2) Principaux accélérateurs à l'adoption d'un prix sur le carbone

Les participants ont convenu de plusieurs accélérateurs d'ordre culturel, politique et économique déjà en place qui pourraient favoriser l'adoption de mécanismes de tarification du carbone dans plusieurs juridictions canadiennes. Les conversations ont ensuite bifurqué vers les accélérateurs potentiels qui pourraient émerger dans les prochaines années :

Accélérateurs d'ordre culturel

- **Philosophiquement, la population et les grandes entreprises canadiennes sont prêtes à accepter une tarification du carbone ;**
- **La jeune génération est plus engagée envers l'environnement et généralement en faveur de mécanismes assurant sa protection.**

Accélérateurs d'ordre politique

L'impulsion actuelle des juridictions provinciales et municipales, dont le Québec ;

- **L'entrée éventuelle de nouvelles juridictions comme l'Ontario dans le marché du**



carbone ;

- **L'émergence de porte-parole charismatique pour vanter le projet.**

Accélérateurs d'ordre économique

- **Existence de modèles d'affaires qui respectent l'environnement ;**
- **Valorisation de ces modèles d'affaires par des avantages fiscaux ;**
- **Création d'accélérateurs, de crédits d'impôts, de taux d'intérêts préférentiels et d'un meilleur accès au financement pour le secteur des technologies propres;**
- **Adoption de certifications-carbone pour informer les consommateurs;**
- **L'intégration éventuelle des considérations liées aux produits et services à faible empreinte carbone dans les contrats d'approvisionnement publics;**
- **Émergence de « champions de la tarification » (provinces, municipalités) et de l'économie verte (entreprises).**

3) Principaux freins à l'adoption d'un prix sur le carbone

Tout comme pour les accélérateurs, les participants ont identifié un certain nombre de freins culturels, politiques et économiques qui pourraient retarder ou rendre plus compliquée l'adoption d'un prix sur le carbone :

Freins d'ordre culturel

- **Au-delà du principe, les Canadiens et Québécois ne sont pas encore prêts à se voir concrètement imposer une « taxe » ou à changer leurs habitudes parce qu'ils ne se considèrent pas personnellement comme pollueurs ;**
- **Le faible degré de confiance de la population envers la classe politique pourrait susciter un questionnement autour de la transparence et des objectifs réels d'un mécanisme de tarification du carbone.**

Freins d'ordre politique

- **Certains gouvernements provinciaux pourraient se montrer plus frileux dépendamment de leur électorat ;**
- **Manque de concertation et de dialogue entre les provinces et le fédéral ;**
- **Incohérence des politiques en place (poursuite des subventions aux énergies fossiles).**

Freins d'ordre économique

- **Peur d'une perte de compétitivité de la part des entreprises;**
- **Dans l'optique d'un système harmonisé, certaines provinces comme l'Alberta risquent d'être économiquement désavantagées ;**



- **Les taxes carbonees comme celle de la Colombie-Britannique ont un caractère régressif et pourraient nuire à certaines tranches de l'industrie et de la population.**

4) Opportunités de promotion et de mise en place d'un prix sur le carbone au cours des prochains mois

Les participants ont été consultés sur les opportunités des prochains mois en faveur de la promotion ou de l'adoption d'une tarification du carbone au Canada. Plusieurs événements circonstanciels ont été identifiés avec au premier chef, les **élections fédérales** (octobre 2015) à venir, ainsi que la **Conférence de Paris de décembre 2015**, occasions d'interpeler l'ensemble des élus de tous les paliers sur l'enjeu du climat et de la tarification du carbone :

- **Les élections fédérales de 2015 ;**
- **Le Sommet des premiers ministres sur le Climat à Québec en avril 2015 ;**
- **La Conférence de Paris sur le climat en décembre 2015 ;**
- **Le Congrès annuel et salon professionnel 2015 de la fédération des municipalités ;**
- **Les élections provinciales à venir, notamment en Alberta ;**
- **L'élimination progressive du charbon au Nouveau-Brunswick ;**
- **Les premiers ministres et gouverneurs de l'Est vont se rencontrer cet été et pourraient parler d'un prix sur le carbone ;**
- **Le 150^e anniversaire du Canada comme occasion de développer une vision du pays comme leader de l'économie verte dans le futur.**

5) Propos complémentaires

Sans nécessairement faire l'objet de consensus, certains propos des participants à la discussion ont apporté un éclairage complémentaire aux enjeux abordés. Dans certains cas, il s'agit de propositions précises, alors que d'en autres, ils reflètent une opinion qui n'a pas fait consensus :

- **Le marché du carbone est plus efficace que la réglementation ou la taxe et moins dommageable pour l'industrie ;**
- **Il faut un mécanisme d'harmonisation international et intégrer des joueurs comme l'OPEP dans le système onusien, afin que les juridictions adoptant des mécanismes de tarification du carbone ne soient pas isolées ;**
- **La perte de revenus pour les gouvernements occasionnée par une éventuelle baisse de la consommation de carburants fossiles peut freiner l'adoption d'un prix sur le carbone ;**
- **La baisse du prix du baril de pétrole peut freiner l'adoption d'un prix sur le carbone en rendant les gens plus dépendants des hydrocarbures dans leurs comportements ;**



- La baisse du prix du baril de pétrole doit être vue comme une occasion de tarifier le carbone et de diversifier l'économie canadienne ;
- Le contexte d'austérité peut être favorable à la mise en place d'un mécanisme de tarification du carbone dans la mesure où les montants récoltés créent un nouveau revenu pour l'État.





3. DÉJEUNER-CONFÉRENCE

Suite au premier panel et atelier sur la fixation d'un prix sur le carbone, les participants ont été invités à reprendre place dans la salle de plénière pour un déjeuner-conférence sur le thème de la réconciliation entre économie et environnement.

Mot d'introduction de **Carlos J. Leitão, ministre des Finances, Québec.**

Déjeuner-conférence animé par **Katie Sullivan, directrice, Amérique du nord, financement des politiques climatiques, IETA.**

Conférenciers d'honneur :

- **Peter Robinson**, chef de la direction, Fondation David Suzuki ;
- **Simon Olivier**, vice-président développement des activités commerciales et d'affaires, GE Canada.

3.1. Mot d'introduction de Carlos J. Leitao, ministre des Finances du Québec

M. Carlos J. Leitao a d'abord vanté les efforts du Québec en matière de lutte aux changements climatiques, tant sur le plan des réductions passées d'émissions de GES que pour son ambitieuse cible de 20% sous les niveaux de 1990 d'ici 2020. Selon M. Leitao, le Québec est désormais un leader non seulement au Canada, mais en Amérique du Nord et sa participation au marché du carbone avec la Californie prouve que miser sur les technologies et les énergies propres peut être payant.

Par ailleurs, M. Leitao s'est dit persuadé que le marché du carbone allait susciter l'intérêt des autres juridictions dans un avenir rapproché, créant des opportunités au plan économique, tout en réduisant efficacement les émissions de gaz à effet de serre.

Plus que jamais, selon M. Leitao, la transition vers une économie plus forte et plus durable est en marche, signe que le temps où l'on opposait affaires et environnement est révolu.



3.2. Résumé du déjeuner-conférence : réconcilier économie et environnement

L'animatrice, Mme Katie Sullivan, après avoir présenté les deux conférenciers d'honneurs, M. Peter Robinson et M. Simon Olivier, leur a d'emblée lancé deux questions pour lancer la discussion : peut-on réconcilier économie et environnement et quel rôle peut jouer la tarification du carbone à cet égard ?

En guise de réponse, M. Peter Robinson a d'abord précisé qu'il estimait impossible une véritable conciliation entre économie et environnement dans la mesure où il n'existe aucun mécanisme pouvant « réparer » les dommages qui ont déjà été faits aux écosystèmes. Selon M. Robinson, il serait plus judicieux de parler de « restauration » de la relation. À ce titre, les mécanismes qui fixent un prix sur le carbone seraient les bienvenus, tout comme les technologies propres. Cependant, il y aurait présentement un problème d'acceptabilité sociale avec leur mise en place, notamment en raison du degré ambiant de méfiance envers les élus. De l'avis de M. Robinson, l'espoir d'un véritable virage vers une économie verte résiderait davantage dans la plus jeune génération, fortement conscientisée, et dans les initiatives à petite échelle.

Dans un avis différent de celui de M. Robinson, M. Simon Olivier a laissé entendre que la conciliation entre environnement et économie était globalement possible avec l'aide de la technologie. Cependant, M. Olivier a lui aussi reconnu que l'acceptation du changement dans la population était un défi à un moment où les enjeux autres qu'environnementaux sont nombreux. Selon M. Olivier, les outils économiques comme le marché du carbone sont intéressants puisqu'ils ont un impact positif à la fois sur l'économie et l'environnement en limitant les activités destructrices, mais également improductives. Néanmoins, M. Olivier a conclu que ces outils devaient s'accompagner d'un fort leadership de la part des gouvernements. En ce moment, le Canada aurait par exemple un bon potentiel en matière d'innovation, mais manquerait de rapidité et de volonté pour se propulser à l'avant-plan du virage mondial vers une économie verte. C'est dans ce contexte d'immobilisme que l'action des provinces serait déterminante pour le futur.





4. PANEL ET ATELIER 2- L'INNOVATION AU CŒUR DU DÉVELOPPEMENT URBAIN

L'innovation est au cœur de la transition vers une économie verte, plus efficiente et à moindre empreinte environnementale. Le développement urbain se retrouve tout particulièrement en première ligne, notamment sur la question des transports intelligents et de meilleures pratiques d'urbanisme. Vers quoi se dirige, ou doit se diriger le développement urbain au Canada, dans un contexte d'économie verte et d'innovation ? Quelles sont les pratiques et les technologies qui transforment présentement le développement urbain ? Comment mieux favoriser la diffusion de ces pratiques et de ces technologies ? Quels en sont les freins et les leviers ?

Cette seconde ronde de travail de la Table ronde canadienne sur l'économie verte – Québec 2015 a également été divisée en deux parties. D'abord, un panel d'experts s'est prononcé sur les principaux enjeux en lien avec l'innovation et le développement urbain comme moteur de la transition du Canada vers une économie verte. Ensuite, des questions ont été soumises aux participants en vue des discussions en tables rondes.

4.1. Résumé du panel

Panel et Atelier 2 - L'innovation, au cœur du développement urbain, animé par **Jean Simard**, président et chef de la direction, Association de l'aluminium du Canada et membre du comité directeur de SWITCH, l'Alliance pour une économie verte au Québec.

Conférenciers :

- **Denis Leclerc**, président et chef de la direction, Écotech Québec, président du conseil, International Cleantech Network et membre du comité directeur de SWITCH, l'Alliance pour une économie verte au Québec
- **Marc-Antoine Ducas**, président-directeur général, Netlift
- **Marie-Hélène Labrie**, vice-présidente, Affaires gouvernementales et communications, Enerkem
- **Brent Gilmour**, Directeur exécutif, Quest
- **Brian De Pratto**, économiste, Groupe Banque TD
- **Martin Damphousse**, maire de Varennes

En guise d'ouverture du panel, **M. Jean Simard** a tout d'abord rappelé le rôle-clé de l'innovation en milieu urbain dans le virage vers une économie verte : économie



circulaire, optimisation des actifs, gestion et transformation des déchets, réseaux intelligents et transports collectifs sont de fait des enjeux qui se retrouveront au cœur de la croissance des villes dans les prochaines années.

M. Simard a par la suite sondé l'opinion des conférenciers à savoir lesquels des changements technologiques et des nouvelles pratiques en milieu urbain devaient être encouragés afin de faciliter notre virage vers une économie verte et comment ?

M. Denis Leclerc, président et chef de la direction d'Écotech Québec et président du conseil de l'International Cleantech Network a d'abord rappelé le rôle fondamental des villes dans la mise à l'essai des technologies propres et des innovations au Canada. M. Leclerc a également tenu à préciser l'importance de saisir les enjeux particuliers à chaque ville afin que les entreprises développent des solutions à leur mesure : « Il faut laisser de la flexibilité aux villes dans le virage vers une économie verte et leur apporter des solutions à la mesure de leurs besoins », a-t-il complété. À ce titre, M. Leclerc a insisté sur la nécessité de développer des plateformes mettant en contact les entrepreneurs et les municipalités à la grandeur du Canada et à l'échelle des provinces.

M. Marc-Antoine Ducas, président-directeur général de Netliff, a pour sa part mis en évidence les bouleversements occasionnés par l'arrivée du commerce en ligne et des applications mobiles pour l'organisation des villes. M. Ducas a dit notamment voir dans ces applications une solution à la congestion routière et à la saturation des transports collectifs. Tout comme M. Leclerc, M. Ducas a spécifié que les entreprises devaient identifier les besoins des villes potentiellement intéressées à développer des bancs d'essai pour les technologies propres et qu'il fallait laisser les municipalités et les entrepreneurs travailler ensemble à développer une offre intéressante pour les citoyens.

Mme Marie-Hélène Labrie, vice-présidente, Affaires gouvernementales et communications chez Enerkem, a souligné l'importance de la revalorisation des matières résiduelles pour les villes dans le futur. Selon Mme Labrie, le leadership des municipalités dans ce secteur de l'économie verte serait fortement créateur d'emplois. Les initiatives locales dans ce domaine auraient également un aspect pédagogique de par leur proximité avec les citoyens.

M. Brent Gilmour, directeur exécutif de Quest, a rappelé que les villes représentaient près de 60% de la consommation énergétique au Canada, en faisant des piliers essentiels de notre virage vers une économie verte. M. Gilmour a toutefois insisté sur quatre conditions à la réussite de ce virage : (1) la présence de bons signaux, notamment la tarification du carbone, (2) un environnement favorable à l'innovation, (3) l'instauration d'une culture de l'information et (4) l'engagement des communautés.

Pour sa part, **M. Brian De Pratto, économiste au Groupe TD**, a mis l'avant les bénéfices environnementaux et de santé publique que peuvent engendrer des mesures



innovantes en milieu urbain. À ce titre, M. De Pratto a invité les élus et les maires à ne pas ignorer les solutions et les ressources existantes en matière d'innovation.

Finalement, **M. Martin Damphousse, maire de Varennes**, a vanté la capacité du palier municipal à prendre des décisions proches des intérêts de la population, que ce soit au niveau des transports, de la gestion des déchets ou des infrastructures. M. Damphousse a dit considérer qu'à cet égard, les municipalités avaient une obligation de valoriser les projets d'innovation, notamment ceux misant sur la neutralité des bilans énergétiques et les énergies renouvelables. Selon M. Damphousse, il faut d'une part que les municipalités créent des partenariats avec les entreprises privées et d'autre part, qu'elles cessent de considérer l'innovation comme un coût, mais plutôt comme un investissement pour l'avenir, de surcroît payants électoralement.

4.2. Résultats de la discussion en ateliers

Deux grandes questions ont été soumises aux participants pour la discussion à ce second atelier :

- **Quels changements technologiques et nouvelles pratiques doivent être encouragés pour faciliter la transition vers une économie verte ?**
- **Comment favoriser la diffusion de ces technologies et pratiques ?**

Les échanges sur ces questions ont pris la forme de discussions fermées entre participants divisés en dix tables d'une dizaine de personnes. Nous offrons ici un résumé des grands consensus et débats qui ont eu cours pour chacun des axes en lien avec les questions posées.

« Le meilleur plan de transport est un plan d'urbanisme »
-**Christian Savard**, directeur général de Vivre en ville

« Follow the carbon which is in buildings and transportation »
-**Julia Langer**, Chief Executive Officer of Toronto Atmospheric Fund

1) Changements technologiques et pratiques nouvelles à encourager afin de faciliter la transition dans les villes du Canada

Les participants aux tables rondes ont été questionnés sur les changements technologiques et les nouvelles pratiques à encourager pour faciliter la transition des villes canadiennes vers une économie verte. S'il n'y eu pas de consensus précis sur les technologies et les pratiques



à mettre en place, **les transports, le bâtiment et l'énergie** sont les trois grands secteurs d'interventions qui ont été privilégiés par les participants :

- Créer des plans d'urbanisme axés sur l'offre de transports collectifs intermodale, selon le principe du *Transit Oriented Development* (TOD) ;
- Favoriser les technologies et les infrastructures améliorant le cocktail de transports alternatifs (TC, vélo, marche) ;
- Favoriser les technologies permettant la neutralité carbone, l'efficacité et l'autosuffisance énergétique des bâtiments ;
- Favoriser l'instauration des « réseaux intelligents » (*Smart grids*) ;
- Favoriser les technologies permettant une meilleure gestion de l'eau et des déchets ;
- Poursuivre l'électrification des transports collectifs et de la flotte de véhicules municipaux ;
- Favoriser les technologies permettant l'économie de partage ;
- Favoriser les technologies permettant le télétravail.

2) Quelles mesures peuvent assurer la diffusion de ces technologies et de ces pratiques ?

Les participants ont été questionnés sur les mesures qui permettraient de mieux diffuser les technologies et pratiques énumérées ci-haut au monde municipal. Un large éventail de mesures a été identifié par les participants, la plupart touchant à la **mise à l'essai des technologies**, au **financement de leur développement** et à la **création de réseaux permettant des partenariats entre les entrepreneurs et les municipalités**. Dans d'autres cas, les participants ont plutôt identifié des freins à la diffusion de ces technologies et pratiques :

Mesures à mettre en place

- Création de vitrines et de quartiers pilotes pour l'innovation ;
- Développement de plateformes d'innovation mettant en contact les villes entre elles, de même que les villes avec les entrepreneurs et les autres paliers de gouvernements ;
- Assurer un meilleur financement des projets et technologies innovantes par la création de fonds spéciaux ;
- Mettre en place une stratégie à l'échelle des provinces qui favorise une « action climatique urbaine » ;
- Renforcer les capacités d'action et former une main d'œuvre compétente et au fait des dernières pratiques au niveau des municipalités, particulièrement des plus petites ;
- Remplacer les réglementations municipales qui restreignent l'innovation à la faveur de règlements flexibles qui favorisent l'initiative locale et privée ;
- Revoir le mode de financement des villes canadiennes, fortement dépendantes de l'impôt foncier ;
- Inclure des critères axés sur l'analyse du cycle de vie et le coût total de possession dans les approvisionnements municipaux ;



- **Mettre sur pieds une réglementation afin de favoriser les nouvelles constructions carbo-neutres et autosuffisantes au plan énergétique ;**
- **Favoriser l'installation de modules d'énergie renouvelables et l'efficacité énergétique pour promoteurs et les propriétaires via l'accès à des programmes de subventions ou des taux d'emprunt préférentiels ;**
- **Création de centres de recherche et d'innovation en collaboration avec les établissements d'enseignement ;**
- **Faire la promotion et s'inspirer des succès ici et à l'international.**

Freins potentiels

- **Même si les technologies et les pratiques favorisent la densification des centres, les citoyens continueront de prendre leur voiture pour sortir de la ville ;**
- **Les mentalités doivent évoluer : le milieu du travail serait encore réfractaire au télétravail et les syndicats craindraient les changements technologiques ;**
- **Les mesures qui mettent un prix sur la congestion routière risquent d'affecter disproportionnellement les ménages moins nantis**

3) Propos complémentaires

Sans être l'objet de consensus, certains propos des participants ont apporté un éclairage complémentaire aux enjeux abordés. Dans certains cas, il s'agit de propositions précises, alors que d'en autres, ils reflètent une opinion qui n'a pas fait consensus :

- **L'innovation technologique ne doit pas être la finalité. Il faut d'abord changer les pratiques et comportements, les changements technologiques suivront ;**
- **Les stratégies, technologies et pratiques permettant la transition du Canada vers une économie verte doivent aussi tenir compte des régions rurales ;**
- **Il faut favoriser l'accès et l'utilisation des transports collectifs via la gratuité ;**
- **Il faut Imposer aux villes canadiennes des obligations de résultats à partir d'objectifs fixés par les gouvernements provinciaux.**





5. RETOUR EN PLÉNIÈRE ET CONSENSUS DE LA JOURNÉE

Intervenants

- **Sophie Brochu**, présidente et chef de la direction, Gaz Métro ;
- **Ed Whittingham**, directeur général, Institut Pembina.

Mot de clôture par **Glen R. Murray**, ministre de l'Environnement et de l'Action en matière de changement climatique, Ontario et **David Heurtel**, ministre du Développement durable, l'Environnement et de la Lutte contre les changements climatiques, Québec.

5.1. Le Canada en 2020, genèse d'un succès : résumé de la Table ronde canadienne sur l'économie verte – Québec 2015

Afin de dresser un portrait positif de la réflexion entamée lors de cette première Table ronde canadienne sur l'économie verte – Québec 2015, Mme Joanna Kerr, directrice générale chez Greenpeace Canada et Mme Pauline D'Amboise, secrétaire générale et vice-présidente Gouvernance et Responsabilité sociale au Mouvement Desjardins, ont offert une projection de ce à quoi pourrait ressembler la transition du Canada vers une économie verte d'ici 2020, partant des consensus qui ont été dégagés lors de la journée.

Ainsi, Mme Joanna Kerr entrevoit en 2020 un Canada devenu l'une des plus grandes économies vertes de la planète, suite à la mise en œuvre de diverses mesures dont des mécanismes de tarification du carbone s'appliquant à toutes les juridictions et grands secteurs de l'économie canadienne.

Revenant sur les consensus dégagés lors du premier atelier en tables rondes, Mme Kerr estime qu'une telle situation n'est pas impossible compte tenu de la position favorable d'une majorité de Canadiens, principalement de la plus jeune génération, de l'accord de grandes entreprises canadiennes sur le principe de la tarification et du leadership des provinces en la matière.

Mme Kerr a toutefois rappelé certains bémols et inquiétudes qui pourraient ralentir l'adoption d'un prix sur le carbone, notamment la peur d'une perte de compétitivité des entreprises canadiennes et l'inertie possible du gouvernement fédéral. Elle a ajouté que la Conférence de Paris en 2015 et les prochaines élections fédérales constituaient selon les participants, des occasions d'interpeller les décideurs des



différents paliers de gouvernement afin qu'ils se positionnent et exercent un leadership en matière de tarification du carbone.

Mme Pauline D'Amboise a pour sa part décrit un Canada en 2020 où les municipalités seraient à l'avant-plan de la transition vers une économie verte. Référant aux consensus de la journée, Mme D'Amboise trace le portrait de villes densifiées, faisant la belle part aux transports collectifs électrifiés et démocratisés par la gratuité, ainsi qu'à l'auto partage.

Des villes mettant de l'avant des projets innovateurs, développant des standards de construction axés sur la performance énergétique, soumettant leurs approvisionnements à des critères de performance et à l'analyse de cycle de vie, initiant des vitrines technologiques, des projets pilotes et des écoquartiers favorisant la proximité et les bénéfices concrets pour les habitants, et développant des centres d'expertises et un savoir-faire s'exportant à l'international.

Mme D'Amboise a souligné que l'ensemble des participants à la journée jugeait un tel avenir possible pour les municipalités canadiennes, moyennant une vision claire, adéquatement outillée et cohérente du développement urbain, portée par un fort leadership politique et informée des besoins locaux et des innovations technologiques existantes.

5.2. Bilan de la journée par Sophie Brochu, présidente et chef de la direction chez Gaz Métro et Ed Whittingham, directeur général de l'Institut Pembina

En guise de bilan à cette première Table ronde canadienne sur l'économie verte – Québec 2015, les coprésidents de l'événement, Mme Sophie Brochu et M. Whittingham, ont tenu à rappeler que la journée était un « succès avant même qu'elle ne débute », ne serait-ce que par la présence de participants d'horizons extrêmement variés.

Malgré la multitude de points de vue exprimés lors des discussions en plénière et en table ronde, les coprésidents ont dit avoir remarqué un soutien quasi unanime au principe de tarification du carbone, peu importe le mécanisme adopté.

Mme Brochu et M. Whittingham ont également fait état d'un constat exprimé par plusieurs participants : mettre un prix sur le carbone ne sera pas suffisant pour assurer la transition du Canada vers une économie verte, il faudra également un fort soutien politique et financier à l'innovation dans l'avenir.

Selon Mme Brochu et M. Whittingham, c'est aux décideurs, aux citoyens, aux gens présents à cette table ronde d'inspirer les entreprises, de les inciter à innover pour le futur.



5.3. Quelques commentaires sur la journée

Suite à leur bilan de cette première Table ronde canadienne sur l'économie verte, les coprésidents ont fait un dernier tour de table afin de solliciter les commentaires et impressions de participants sur la journée.

Jean Simard, président et chef de la direction, Association de l'aluminium du Canada et membre du comité directeur de SWITCH, l'Alliance pour une économie verte au Québec :

« Il apparaît désormais important de mettre sur pieds une plateforme pour le partage des bonnes pratiques, de l'information, des besoins et des solutions innovantes entre municipalités et entreprise. Le Canada s'est bâti autour d'un grand chemin de fer, peut-être peut-on poursuivre ce développement autour de l'économie verte. »

Steven Guilbeault, cofondateur et directeur principal, Équiterre et membre du comité directeur de SWITCH, l'Alliance pour une économie verte au Québec :

« Les grands médias ont été très surpris de voir aujourd'hui le large consensus entre gens d'affaires et environnementalistes autour de l'environnement. Il va de notre mandat dorénavant de parler de ce consensus à une part de plus en plus grande de la population. »

Denis Leclerc, président et chef de la direction, Écotech Québec, président du conseil, International Cleantech Network et membre du comité directeur de SWITCH, l'Alliance pour une économie verte au Québec :

« Il est important de poursuivre le dialogue entamé aujourd'hui. Ce n'est que le début. »

Patrick Bonin, Responsable de la campagne climat-énergie, Greenpeace Canada :

« L'entrée de l'Ontario aujourd'hui dans le marché nord-américain du carbone est une très bonne nouvelle. Elle vient appuyer les discussions de la journée sur le leadership des provinces. Il faudra toutefois s'attaquer dans le futur aux subventions versées à l'industrie pétrolière. »

5.4. Mot de clôture

- **Glen R. Murray**, ministre de l'environnement et de l'Action en matière de changements climatiques, Ontario ;



- **David Heurtel**, ministre du Développement durable, de l'Environnement et de la lutte contre les changements climatiques, Québec

M. Glen R. Murray et M. David Heurtel ont clôt cette première Table ronde canadienne sur l'économie verte – Québec 2015 en remerciant d'abord les participants de la journée et le comité organisateur de SWITCH, l'Alliance pour une économie verte au Québec.

Messieurs Murray et Heurtel ont ensuite affirmé qu'en tant que représentants de l'Ontario et du Québec, ils s'engageaient à travailler ensemble afin de renforcer le leadership des provinces dans la transition du Canada vers une économie plus verte.

M. Murray a ainsi affirmé être très heureux de voir l'Ontario entrer dans le marché nord-américain du carbone aux côtés du Québec, soulignant qu'il s'agissait d'une occasion de renforcer la coopération entre les provinces. Selon M. Murray, une province seule ne peut relever les importants défis de la transition vers l'économie verte. Celle-ci doit s'unir et travailler de concert avec les autres.

Par ailleurs, M. Murray a spécifié qu'il ne fallait pas voir les actions accélérant cette transition sous l'angle de la compétition, mais plutôt du développement économique, les efforts de chaque province pouvant créer des emplois dans une autre. M. Murray a conclu son propos en parlant du virage vers l'économie verte comme d'une occasion que nous devons et étions capables de saisir.

M. David Heurtel a quant à lui salué le travail de M. Murray et de Mme Catherine Wynn qui a permis à l'Ontario d'entrer dans le marché nord-américain du carbone. Selon M. Heurtel, l'arrivée de l'Ontario incitera d'autres provinces canadiennes et États américains à tarifer le carbone dans le futur.

M. Heurtel a par ailleurs souligné l'important travail qu'il restait à accomplir pour doter le Canada d'une économie plus verte et durable. Ce travail passerait en outre par une collaboration avec le gouvernement fédéral, les États-Unis et entre les provinces via notamment le Conseil de la fédération et les rencontres comme le Sommet de Québec sur les changements climatiques.

En guise de conclusion, M. Heurtel a rappelé le rôle important des entités infranationales comme les provinces, les États fédéraux et les grandes villes dans les grandes négociations internationales sur le climat, dont celle de Paris en décembre 2015. Il a terminé en déclarant que « le travail doit continuer ».





6. ANNEXE : COMMUNIQUÉ DE CLÔTURE

Communiqué de presse
Pour diffusion immédiate

Table ronde canadienne sur l'économie verte

Près de 200 gens d'affaires et environnementalistes de partout au Canada développent d'importants consensus

Québec, le lundi 13 avril 2015 - Près de 200 décideurs des milieux économique, associatif, financier et environnemental au Canada ont discuté aujourd'hui à Québec des grands éléments à mettre en œuvre pour accélérer le virage vers l'économie verte au pays. Réunis pour une très rare fois afin de discuter de points de convergence, gens d'affaires et environnementalistes ont entre autres fait consensus sur l'importance de mettre un prix sur le carbone et de favoriser un développement urbain durable et innovant. Ils en ont aussi profité pour saluer la décision du gouvernement de l'Ontario de mettre un prix sur le carbone en se joignant au marché du carbone Québec-Californie.

À quelques mois de la Conférence de Paris qui doit donner naissance à un nouveau traité climatique qui fera appel aux contributions de tous, les organisations et les entreprises canadiennes doivent accélérer le pas. « Il est évident qu'une part importante de la société civile et des entreprises du pays sont prêtes à faire leur part et voient dans le virage vers une économie verte une opportunité de créer de la richesse tout en protégeant la planète. Il existe un momentum favorisant une accélération du virage vers l'économie verte. La décision du gouvernement de l'Ontario de mettre un prix sur le carbone en est une démonstration claire. Un consensus de plus en plus important se dégage et il est temps de passer à l'action. Les discussions d'aujourd'hui le confirment », résumait Sophie Brochu, présidente-directrice générale de Gaz Métro et coprésidente de la table ronde.

« Nous constatons une mobilisation sans précédent autour des enjeux climatiques et environnementaux. Le virage vers une économie verte à l'échelle mondiale s'intensifie. La marche historique pour le climat qui a réuni plus de 300 000 personnes à New York à l'automne dernier, les centaines de milliards de dollars investis dans les énergies renouvelables au cours des dernières années, l'appel de 73 pays et de 1 000 entreprises en faveur de la tarification du carbone sont des démonstrations claires que nous assistons collectivement à une forte impulsion en faveur de modes de production plus durables et moins dommageables pour la planète. L'intérêt qu'a suscité la Table



ronde canadienne sur l'économie verte en est une preuve de plus », souligne Ed Whittingham, directeur général de l'Institut Pembina et co-président de la table ronde.

Présence conjointe de grands leaders environnementaux et d'affaires du Canada

Signe d'une convergence bienvenue entre perspectives environnementales et d'affaires, la table ronde a réuni les dirigeants de nombreuses grandes organisations dont l'Association canadienne de l'énergie éolienne, la Fondation David Suzuki, l'Association de l'Aluminium du Canada, Greenpeace Canada, l'Association de l'énergie solaire du Canada, l'Institut Pembina, Sustainable Prosperity, la Commission de l'écofiscalité du Canada, Recyc-Québec, Fondation CSN, l'Institut international pour le développement durable (IISD), Equiterre, RNCREQ, Gaz Métro, Réseau Action Climat Canada, le Conseil du Patronat du Québec, Réseau Environnement, l'Association québécoise pour la maîtrise de l'énergie, l'Association canadienne de l'hydroélectricité, le Conseil patronal de l'environnement du Québec, Ecotech Québec, Vivre en Ville, Clean Energy Canada, Cascades et l'International Emissions Trading Association.

L'évènement a également réuni les ministres Randy Delorey, de la Nouvelle-Écosse, Glenn Murray, de l'Ontario et David Heurtel, du Québec, tous trois ministres de l'Environnement responsables du dossier des changements climatiques, de même que le ministre des Finances du Québec, l'économiste Carlos Leitão.

Mettre un prix sur le carbone et encourager les innovations vertes dans les villes

Les participants ont rapidement fait consensus sur l'importance de mettre un prix sur les émissions de carbone, sous la forme d'une taxe carbone comme en Colombie-Britannique, ou encore un marché de carbone comme au Québec et en Californie. « Il y a un intérêt grandissant tant de la part des entreprises que des gouvernements pour mettre un prix sur le carbone. La décision du gouvernement de l'Ontario de se joindre au Western Climate Initiative est une bonne nouvelle qui va certainement inciter d'autres provinces à emboîter le pas. C'est une autre preuve tangible du momentum que l'on perçoit au pays », explique Steven Guilbeault, animateur du panel consacré à cette thématique.

Les discussions ont aussi porté sur l'importance du rôle des villes pour opérer ce virage vers une économie plus verte. « Parce qu'elles sont d'importants donneurs d'ordre, et parce qu'elles peuvent intervenir rapidement sur des enjeux qui ont des impacts majeurs sur notre capacité à construire une économie faible en carbone, comme par exemple le transport et l'aménagement du territoire, les municipalités sont au cœur cette transformation », explique l'animateur du panel portant sur l'innovation, au cœur du développement urbain, M. Jean Simard, président et chef de la direction de l'Association de l'aluminium du Canada et membre du comité directeur de SWITCH, l'Alliance pour une économie verte au Québec.



Le Canada peut devenir un leader vers une économie verte

« Avec d'importantes ressources renouvelables, des dizaines de milliers d'emplois créés à ce jour dans le secteur des énergies propres et le lancement récent de grandes initiatives concertées en faveur de l'écofiscalité et d'une réconciliation entre la protection de l'environnement et l'économie, le Canada possède tous les atouts pour devenir un leader dans la transition vers une économie verte », ont résumé les deux co-présidents de la Table ronde canadienne sur l'économie verte- Québec 2015.

La Table ronde canadienne sur l'économie verte - Québec 2015 est une initiative de SWITCH, l'Alliance pour une économie verte au Québec et est soutenue financièrement par Énergie Propre Canada, partenaire principal de l'événement, ainsi que par le gouvernement du Québec via le Fonds vert, l'Association de l'Aluminium du Canada, la Fondation David Suzuki, La Prospérité durable, Groupe Banque TD, Fondation, Deloitte, SNC Lavallin, Gaz Métro, Écotech Québec et Cycle Capital Management.

À propos de Switch

Switch, l'Alliance pour une économie verte au Québec, souhaite accélérer le virage vers une économie verte afin de contribuer à une société québécoise innovante, résiliente, concurrentielle qui réconcilie équité sociale, environnement et qualité de vie. L'Alliance travaille à l'émergence d'une vision et d'un leadership social, politique et économique clairs, au développement d'une plus grande cohérence dans les politiques et les interventions de l'État et à la convergence des initiatives du secteur public, privé, coopératif et mutuel, associatif et de la société civile en faveur d'une économie verte.

L'Alliance regroupe des organisations issues des milieux économiques, financiers, associatifs et environnementaux : Cycle Capital Management, la Fondation David Suzuki, Écotech Québec, la grappe des technologies propres, Équiterre et l'Association de l'Aluminium du Canada. L'Alliance compte sur un ensemble de partenaires qui forment son comité consultatif : Mouvement Desjardins, Enerkem, Innergex, le WWF, la CSN, Gaz Métro, le CPQ et le RNCREQ. Pour en savoir plus : www.allianceswitch.ca.

-30-

Renseignements:

Émilie Novales
enovales@copticom.ca
514-577-5838

